Raad van State
WETGEVING
12 JUIN 1951
Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 25 avril 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, organique du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires", a donné en sa séance du 28 mai 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 25ste April 1951 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het organiek besluit van de Regent van 26 Mei 1945 betreffende de inrichting van het Voorlopig Steunfonds voor Onvrijwillige Werklozen", heeft ter zitting van 28 Mei 1951 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE DU REGENT DU 26 MAI 1945 ORGANIQUE DU FONDS PROVISOIRE DE SOUTIEN DES CHOMEURS INVOLONTAIRES.

BAUDOUIN, Prince Royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels
du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires, modifié par les arrêtés du Régent des 29 décembre 1945, 18 novembre 1946, 3 juin 1947, 14 janvier et 10 août 1948, 19 mars, 26 mai et 25 octobre 1949, 13 juillet 1950 et par l'arrêté royal du 24 avril 1951;

Considérant qu'il convient de préciser les conditions auxquelles doivent répondre les travailleurs pour être considérés comme normalement occupés sous le régime du contrat de travail ou d'emploi;

Vu l'avis du conseil de direction du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

.../...

Sur la proposition de Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le titre IV, chapitre 1er, de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Chapitre 1er.- Des bénéficiaires et des conditions d'indemnisation.

Section 1ère.- Des bénéficiaires.

Article 75.- Sont admis au bénéfice des allocations de chômage prévues par le présent arrêté, les travailleurs salariés habituels, occupés normalement sous le régime du contrat de travail ou d'emploi.

Sont considérés comme tels les travailleurs de l'un ou de l'autre sexe qui, au cours de la période de dix mois précédant leur demande d'indemnisation, ont été pendant six mois au moins occupés à un travail salarié pour lequel les cotisations pour la sécurité sociale ont été régulièrement versées. Cette période d'occupation est réduite à trois mois pour les jeunes hommes et les jeunes filles de moins de 18 ans.

Le directeur général du Fonds, sur avis du conseil de direction et avec l'approbation du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, détermine les règles suivant lesquelles sont calculées les périodes de six et trois mois visées ci-dessus.

.../...

Sont assimilées à des journées de travail, les journées indemnisées en application des dispositions légales et réglementaires concernant : l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité, la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles, l'assurance-chômage, les vacances annuelles. Il en est de même des périodes de grève ou de lock-out.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale peut, sur avis du conseil de direction du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires, procéder à d'autres assimilations que celles énumérées ci-dessus.

Lorsque, au cours de la période de dix mois, le travailleur a été appelé ou rappelé sous les drapeaux, cette période est prolongée à concurrence du nombre de jours de présence dans les forces armées.

Article 75 bis. Le travailleur ayant exercé une activité indépendante n'acquiert la qualité de salarié habituel aux termes de l'article 75, alinéa 1er, qu'en apportant la preuve qu'il a cotisé à la sécurité sociale pendant au moins quatre cent cinquante journées de travail au cours des vingt-quatre mois précédant la demande d'indemnisation s'il est âgé de trente-six à cinquante ans, et pendant au moins six cents journées de travail au cours des trente-six mois précédant la demande d'indemnisation s'il est âgé de plus de cinquante ans.

Le calcul de ces prestations s'effectue conformément aux dispositions de l'article 75.

.../...

Article 75_ter. Le travailleur devenu chômeur dont l'indemnisation a été interrompue durant une période inférieure à un an conserve la qualité de salarié habituel.

Le chômeur, quel que soit son âge, qui met un terme à son chômage en exerçant une profession indépendante pour une durée de plus d'un an peut, à la condition qu'il en fasse préalablement la déclaration au bureau régional, conserver sa qualité de salarié habituel. Cette faculté n'est accordée qu'une seule fois.

Si l'exercice d'une profession indépendante excède deux années, l'intéressé doit justifier à nouveau des conditions prévues aux articles 75 ou 75 bis selon son âge.

Article 75_quater. Les jeunes hommes et les jeunes filles qui ont terminé depuis moins d'un an, soit des études professionnelles de plein exercice d'une durée de deux ans au moins, préparant normalement à l'exercice d'un travail salarié et accomplies dans un établissement d'enseignement professionnel reconnu par les pouvoirs publics, soit un apprentissage conclu sous les auspices d'un secrétariat d'apprentissage, peuvent être admis au bénéfice des allocations de chômage à la condition d'avoir été inscrits, au préalable, pendant septante-cinq jours comme demandeurs d'emploi dans un service régional de placement et de recrutement des travailleurs et de ne pas avoir refusé, sans motif légitime, un emploi convenable. Les prestations de travail salarié entrent en ligne de compte pour le calcul des septante-cinq jours requis.

.../...

La période d'un an prévue à l'alinéa précédent est prolongée d'une durée équivalente à celle pendant laquelle l'intéressé n'aurait pas été en mesure, du fait de son appel ou rappel sous les drapeaux, ou pour des motifs de force majeure, de se faire inscrire comme demandeur d'emploi.

En cas d'interruption de l'indemnisation, les intéressés ne sont réadmis qu'en satisfaisant aux dispositions de l'article 75, lesquelles ne leur sont toutefois applicables qu'à partir du onzième mois qui suit celui de leur admission.

Article 75 quinquies. Le travailleur étranger ou apatride n'est admis au bénéfice des allocations de chômage que dans les conditions prévues aux articles 75 et 75 bis et pour autant qu'il satisfasse aux lois et arrêtés concernant les étrangers. Il ne peut prétendre au bénéfice des dispositions de l'article 75 ter que dans les limites des conventions internationales.

Les prestations de travail accomplies en Belgique n'entrent en ligne de compte que si elles ont été fournies conformément aux dispositions relatives à l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère.

L'admissibilité prend fin trente jours après l'expiration du permis de travail si le travailleur n'a pas reçu l'autorisation de se fixer en Belgique avec sa famille. Cette disposition ne s'applique pas aux travailleurs qui ont droit au permis de travail prévu à l'article 8 de l'arrêté royal du 31 mars 1936 complétant et coordonnant les dispositions relatives à l'emploi de

.../...

la main-d'oeuvre étrangère. Elle ne s'applique pas non plus aux travailleurs reconnus comme réfugiés politiques.

L'admissibilité prend fin également pour les travailleurs étrangers ou apatrides lorsque leur permis de séjour est venu à expiration.

Article 75 sexies. N'entrent pas en ligne de compte pour le calcul des prestations de travail requises pour l'admission, les journées de travail prestées à un salaire inférieur au minimum légal.

Les prestations de travail fournies à l'étranger entrent en ligne de compte lorsqu'elles ont été effectuées dans un emploi qui aurait donné lieu en Belgique à cotisation pour la sécurité sociale. Cette disposition n'est toutefois applicable aux travailleurs étrangers ou apatrides que dans les limites des conventions internationales.

Article 76. Lorsque la commission de réclamation prévue aux articles 112 et 113 est saisie, dans les conditions prévues à l'article 122, d'un appel d'une décision d'un bureau régional rejetant la demande d'allocation d'un chômeur parce qu'il ne remplit pas les conditions d'admission visées à l'article 75 ou à l'article 75 bis, elle peut, par avis motivé, s'écartant des dispositions de ces articles et appréciant le passé professionnel de l'intéressé, considérer celui-ci comme normalement occupé sous le régime du contrat de travail ou d'emploi.

La décision de la commission de réclamation peut faire l'objet d'un recours devant la commission de recours de la part des personnes et organismes visés à l'article 139 et dans les conditions prévues à cet article. Par dérogation à l'article 130, ce recours peut

../...

être fondé uniquement par des considérations de fait. La commission de recours peut s'écarter des articles 75 et 75 bis dans les mêmes conditions que les commissions de réclamation.

Section 2.- Des conditions d'indemnisation.

Article 77. Peuvent bénéficier des allocations de chômage prévues par le présent arrêté, les travailleurs privés de travail et de rémunération par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, physiquement aptes et disposés à accepter tout emploi convenable.

Est notamment considérée comme rémunération pour l'application du présent article, l'indemnité de préavis ou les dommages-intérêts auxquels le travailleur a éventuellement droit en cas de rupture du contrat de travail ou d'emploi par l'employeur.

Ne sont pas considérés comme étant privés de travail par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, notamment :

(la suite comme au projet du Gouvernement jusqu'aux mots : " qui font partie du ménage d'un travailleur indépendant.".)...".

Article 2.-

L'article 100 du même arrêté est complété par les dispositions suivantes :

"Le chômeur exclu pour la seconde fois ne peut être réadmis au bénéfice des allocations de chômage

.../...

que s'il apporte la preuve d'avoir été occupé à un travail salarié pendant vingt-cinq jours au moins depuis la date du refus de travail.

Le chômeur exclu pour la troisième fois perd sa qualité de travailleur salarié habituel. Il ne peut être réadmis au bénéfice des allocations de chômage qu'en satisfaisant aux dispositions de l'article 75 ou de l'article 75 bis selon le cas.".

Article 3.-

Un article 102 bis rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 102 bis.- Il n'y a pas de récidive au sens des articles 98 à 102 lorsque la répétition de la faute a lieu plus d'un an après la notification de la sanction précédente si cette sanction ne dépassait pas quatre semaines d'exclusion, plus de deux ans si la sanction précédente entraînait une exclusion de cinq à huit semaines,et plus de trois ans si la sanction précédente entraînait une exclusion de plus de huit semaines.".

Article 4.-

L'article 76ter du même arrêté,ainsi que l'article 76bis en tant qu'il concerne la revision de l'admissibilité des femmes à l'occasion d'une demande de réadmission aux allocations de chômage introduite postérieurement au 30 juin 1950, sont abrogés avec effet au 1er juillet 1950.

Article 5.-

Sans préjudice à l'article 4,le présent arrêté entre en vigueur le 2 juillet 1951.

.../...

Article 6.-

Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 26 MEI 1945 BETREFFENDE DE INRICHTING VAN HET VOORLOPIG STEUNFONDS VOOR ONVRIJWILLIGE WERKLOZEN.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht
van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, namelijk op artikel 7;

Gelet op het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 betreffende de inrichting van het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 29 December 1945, 18 November 1946, 3 Juni 1947, 14 Januari en 10 Augustus 1948, 19 Maart, 26 Mei en 25 October 1949, 13 Juli 1950 en bij het koninklijk besluit van 24 April 1951;

Overwegende dat het past de voorwaarden nader te bepalen welke de arbeiders moeten vervullen om te worden beschouwd als normaal tewerkgesteld onder het stelsel van het arbeids- of het bediendencontract;

Gelet op het advies van de directieraad van het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Titel IV, hoofdstuk I, van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Hoofdstuk I.- Gerechtigden en voorwaarden tot vergoeding.

Afdeling 1.- Gerechtigden.

Artikel 75.- Voor de werklozensteun bepaald in dit besluit komen in aanmerking, de gewoonlijk als loonarbeiders werkende arbeiders die normaal onder het stelsel van het arbeids- of het bediendencontract tewerkgesteld zijn.

Als dusdanig worden beschouwd de arbeiders van beiderlei kunne die in de loop van de periode van tien maanden vóór hun aanvraag om vergoeding, gedurende ten minste zes maanden loonarbeid hebben verricht waarvoor regelmatig bijdragen voor de maatschappelijke zekerheid werden gestort. Deze periode van tewerkstelling wordt tot drie maanden verminderd voor de jongens en meisjes van minder dan 18 jaar.

De directeur-generaal van het Fonds bepaalt, op het advies van de directieraad en met de goedkeuring van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, volgens welke regelen de bovenvermelde perioden van zes en drie maanden worden berekend.

.../...

Met arbeidsdagen worden gelijkgesteld, de dagen vergoed bij toepassing van de wets- en reglementsbepalingen inzake: verplichte verzekering tegen ziekte of invaliditeit, schadeloosstelling voor arbeidsongevallen en beroepsziekten, verzekering tegen werkloosheid, jaarlijks verlof. Hetzelfde geldt voor de perioden van staking of van lock-out.

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg kan, op het advies van de directieraad van het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen, tot andere gelijkstellingen dan de voormelde beslissen.

Wanneer de arbeider in de loop van de periode van tien maanden onder de wapens wordt opgeroepen of wederopgeroepen, wordt die periode verlengd met het aantal dagen dat hij bij de strijdkrachten dienst doet.

Artikel 75bis.- De arbeider die een zelfstandige activiteit heeft gehad, verkrijgt maar de hoedanigheid van gewoonlijk als loonarbeider werkende arbeider in de zin van artikel 75, eerste lid, zo hij het bewijs levert dat hij bij de maatschappelijke zekerheid bijdragen heeft gestort gedurende ten minste vierhonderd vijftig arbeidsdagen in de loop van de vier en twintig maanden welke aan de aanvraag om vergoeding voorafgaan, indien hij van zes en dertig tot vijftig jaar oud is, en gedurende ten minste zeshonderd arbeidsdagen in de loop van de zes en dertig maanden welke aan de aanvraag om vergoeding voorafgaan, indien hij meer dan vijftig jaar oud is.

Die prestaties worden berekend overeenkomstig het bepaalde in artikel 75.

.../...

Artikel 75_ter.- De werkloos geworden arbeider wiens vergoeding onderbroken werd gedurende een periode van minder dan één jaar, behoudt de hoedanigheid van gewoonlijk als loonarbeider werkend arbeider.

De werkloze, onverschillig zijn leeftijd, die aan zijn werkloosheid een einde maakt door gedurende meer dan één jaar een zelfstandig beroep uit te oefenen,kan, mits hij vooraf op het gewestelijk bureau aangifte daarvan doet, zijn hoedanigheid van gewoonlijk als loonarbeider werkend arbeider behouden. Deze mogelijkheid wordt slechts eenmaal verleend.

Indien een zelfstandig beroep langer dan twee jaar wordt uitgeoefend, moet de betrokkene opnieuw bewijzen dat hij voldoet aan de voorwaarden voorgeschreven in artikel 75 of 75 bis, naar gelang van zijn leeftijd.

Artikel 75_quater.- De jongens en meisjes die sedert minder dan één jaar een door de openbare machten erkende instelling voor vakonderwijs verlaten hebben waar zij gedurende ten minste twee jaar vakonderwijs met volledig leerplan, normaal voorbereidend tot het verrichten van loonarbeid, hebben genoten, of een leertijd hebben beëindigd die door bemiddeling van een leerlingsecretariaat tot stand kwam, kunnen werklozensteun genieten, op voorwaarde dat zij vooraf gedurende vijf en zeventig dagen als werkzoekenden ingeschreven zijn in een gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling en aanwerving van arbeiders en niet een behoorlijke betrekking zonder wettige reden geweigerd hebben. De verrichte loonarbeid wordt medegeteld bij de berekening van de vereiste vijf en zeventig dagen.

.../...

De periode van één jaar in het vorig lid voorgeschreven, wordt verlengd met de duur van de periode tijdens welke de betrokkene, ingevolge zijn oproeping of wederoproeping onder de wapens, of wegens overmacht, niet in staat was zich als werkzoekende te laten inschrijven.

In geval van onderbreking van de vergoeding worden de betrokkenen slechts opnieuw in aanmerking genomen wanneer zij voldoen aan de bepalingen van artikel 75, dewelke evenwel op hen eerst van toepassing zijn van de elfde maand af volgend op die van hun toelating.

Artikel 75 quinquies.

De vreemde of staatloze arbeider kan voor werklozensteun slechts in aanmerking komen onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 75 en 75 bis en voor zover hij voldoet aan de wetten en besluiten betreffende de vreemdelingen. Op het bepaalde in artikel 75 ter kan hij maar aanspraak maken binnen de grenzen van de internationale overeenkomsten.

De in België verrichte arbeid wordt alleen medegeteld zo hij verricht werd overeenkomstig de bepalingen betreffende het in dienst hebben van vreemde arbeiders.

Dertig dagen nadat zijn arbeidsvergunning is vervallen, komt de arbeider niet meer in aanmerking zo hij geen machtiging heeft verkregen om zich met zijn gezin in België te vestigen. Deze bepaling is niet van toepassing op de arbeiders die recht hebben op de arbeidsvergunning bepaald in artikel 8 van het koninklijk besluit van 31 Maart 1936 houdende aanvulling en samenordening van de bepalingen op het in dienst hebben van vreemde arbeiders. Zij is evenmin van toepassing op de arbeiders, erkende politiek-uitgewekenen.

.../...

De vreemde of staatloze arbeiders komen eveneens niet meer in aanmerking wanneer hun verblijfvergunning is verstreken.

Artikel 75 sexies.-

Voor de berekening van de prestaties die vereist zijn om in aanmerking te komen,worden niet medegeteld de arbeidsdagen waarop tegen een lager dan het wettelijk minimumloon is gewerkt.

De in het buitenland geleverde arbeid wordt medegeteld, wanneer hij in een betrekking verricht werd die in België aanleiding zou hebben gegeven tot het betalen van bijdragen voor de maatschappelijke zekerheid. Deze bepaling is evenwel op de vreemde of staatloze arbeiders slechts van toepassing binnen de grenzen van de internationale overeenkomsten.

Artikel 76.-

Wanneer bij de klachtencommissie waarvan sprake in de artikelen 112 en 113, onder de voorwaarden voorgeschreven in artikel 122, een beroep aanhangig wordt gemaakt tegen een beslissing van een gewestelijk bureau waarbij de aanvraag om vergoeding van een werkloze verworpen wordt wegens niet vervulling van de in artikel 75 of in artikel 75 bis vermelde vereisten om in aanmerking te komen, kan zij bij beredeneerd advies, in afwijking van het bepaalde in deze artikelen en bij beoordeling van het beroepsverleden van de betrokkene, hem beschouwen als normaal tewerkgesteld onder het stelsel van het arbeids- of het bediendencontract.

Tegen de beslissing van de klachtencommissie kunnen de in artikel 139 bepaalde personen en organismen, onder de in dat artikel vermelde voorwaarden, in beroep komen bij de commissie van beroep. Dit beroep kan, in afwijking van artikel 130, uitsluitend op feitelijke overwegingen zijn gegrond. De commissie van beroep kan, onder dezelfde voorwaarden als de klachtencommissies, van de artikelen 75 en 75 bis afwijken.

Afdeling 2.- Voorwaarden tot vergoeding.

Artikel 77.-

De werklozensteun bepaald in dit besluit kunnen de arbeiders genieten die, wegens omstandigheden onafhankelijk van hun wil, zonder werk en zonder bezoldiging zijn, lichamelijk geschikt zijn en bereid zijn elke behoorlijke betrekking te aanvaarden.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder meer als bezoldiging beschouwd de opzeggingsvergoeding of de schadevergoeding waarop de arbeider eventueel recht heeft ingeval de werkgever het arbeids- of bediendencontract verbreekt.

Worden niet beschouwd als van arbeid verstoken wegens omstandigheden onafhankelijk van hun wil, namelijk :

(voorts, tot en met de woorden:"deel uitmaken van het gezin van een zelfstandig arbeider", zoals in het ontwerp van de Regering.".)...".

Artikel 2.-

Artikel 100 van hetzelfde besluit wordt met de volgende bepalingen aangevuld :

"De werkloze die voor de tweede maal is uitgesloten, kan niet opnieuw werklozensteun genieten tenzij hij het bewijs levert dat hij sedert de datum van de werkweigering gedurende ten minste vijf en twintig dagen loonarbeid heeft verricht.

.../...

De werkloze die voor de derde maal uitgesloten wordt, verliest zijn hoedanigheid van gewoonlijk als loonarbeider werkende arbeider. Hij kan slechts opnieuw werklozensteun genieten zo hij voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 75 of in artikel 75 bis, naar gelang van het geval.".

Artikel 3.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 102 bis ingevoegd, dat luidt als volgt :

"Artikel 102 bis.- Er is geen recidive in de zin van de artikelen 98 tot 102 wanneer de tekortkoming herhaald wordt meer dan één jaar na de kennisgeving van de vorige sanctie zo die sanctie geen uitsluiting behelsde van meer dan vier weken, meer dan twee jaar zo de vorige sanctie een uitsluiting behelsde van vijf tot acht weken, en meer dan drie jaar zo de vorige sanctie een uitsluiting behelsde van meer dan acht weken.".

Artikel 4.-

Artikel 76 ter van hetzelfde besluit, alsmede artikel 76 bis voor zover het betrekking heeft op de herziening van de toelaatbaarheid der vrouwen ter gelegenheid van het onderzoek van een na 30 Juni 1950 ingediende aanvraag om opnieuw werklozensteun te genieten, worden met ingang van 1 Juli 1950 opgeheven.

.../...

Artikel 5.-

Onverminderd artikel 4, treedt dit besluit 2 Juli 1951 in werking.

Artikel 6.-

Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

La chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

Messieurs: J.SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président,
de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

V.DEVAUX, conseillers d'Etat,

M.SOMERHAUSEN, raadsheren van State,

L.FREDERICQ, assesseurs de la section de législation,
A.BERNARD, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K.MEES.